



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 619

Texte de la question

REFONDATION DE L'ÉCOLE

M. le président. La parole est à Mme Colette Langlade, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Colette Langlade. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, hier, notre Assemblée a commencé l'examen d'une des grandes lois de ce quinquennat. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Oui, la refondation de l'école est une grande loi. *(Mêmes mouvements.)* Une loi qui répare les ravages de dix années de sacrifice de l'éducation. *(Mêmes mouvements.)* Une loi qui replace l'école au coeur du projet républicain.

Une loi qui définit une grande ambition éducative, de la maternelle au lycée. Une loi qui prépare l'avenir de nos enfants en redonnant la priorité à la formation des jeunes générations. *(Mêmes mouvements.)*

Une loi, mesdames et messieurs, qui sera élaborée au Parlement. Je ne doute pas que les débats seront riches au sein de notre hémicycle, par exemple sur l'enseignement des langues régionales,...

M. Bernard Accoyer. Monsieur le président, veuillez rappeler M. Peillon à l'ordre !

Mme Colette Langlade. ...la situation des RASED, la prise en compte du handicap, la mise en place des cartes de formation.

M. Bernard Accoyer. M. Peillon insulte les parlementaires ! Alors qu'il n'a jamais été élu !

Mme Colette Langlade. Monsieur le ministre, vous l'avez rappelé hier, l'enjeu est colossal. Nous ne pouvons pas nous résigner face à l'affaiblissement de notre système éducatif. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Non, la France n'a pas éternellement vocation à régresser dans les classements éducatifs internationaux. Non, la France ne peut pas chaque année laisser 120 000 jeunes sortir du système scolaire sans diplôme. Non, la France ne peut pas laisser l'illettrisme gagner du terrain. À cet égard, je salue la décision du Premier ministre de faire de la lutte contre l'illettrisme une grande cause nationale pour 2013. Cela témoigne de la volonté du Gouvernement de refaire de l'école et du savoir la matrice pour laquelle nos concitoyens retrouvent la maîtrise de leur destin. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Chers collègues, dans ce contexte si particulier, nous ne pouvons que regretter le cynisme et l'absence de ceux qui, hier, ont abandonné l'école *(Protestations sur les bancs du groupe UMP)* et qui, aujourd'hui, par des considérations tactiques épousent des postures artificielles, qui tournent le dos à l'intérêt général. *(Mêmes mouvements.)*

Nous l'assumons : la loi de refondation de l'école est audacieuse et novatrice. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale. *(Huées sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Guy Geoffroy. Non, pas lui !

Plusieurs députés du groupe UMP. Démission ! Démission !

M. le président. Mes chers collègues, un peu de calme. Le ministre a compris que vous n'étiez pas d'accord avec lui !

M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale*. Madame la députée, vous avez eu raison de rappeler qu'après dix ans de gouvernement de droite, 25 % de notre jeunesse se retrouve au chômage. Cinq ans sans aucune croissance, 600 milliards de déficit accumulés,...

M. Christian Jacob. Démission !

M. Vincent Peillon, *ministre*. ...un million de chômeurs en plus, 150 000 jeunes sortant sans qualification du système, 80 000 postes détruits. Et, au moment où nous vous tendons la main dans l'intérêt national, on n'entend de votre part que vociférations, inexactitudes et mépris profond pour ce que nous avons en commun, l'école de la République ! (*Vives protestations sur les bancs des groupes UMP et UDI. - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Oui, il faut une méthode, car la méthode est nécessaire à la recherche de la vérité. Cette méthode consiste à construire, dans l'intérêt de l'avenir du pays, des réformes qui puissent être portées par tous les Français. (*Nouvelles protestations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Qui est contre la priorité au primaire ? Qui est contre l'accueil des enfants de moins de trois ans ? Qui est contre la remise en place d'une formation des enseignants ? Qui est contre une amélioration de notre système d'orientation ? La république n'appartient à personne. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Elle appartient à tous, encore faut-il la vouloir. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

Encore faut-il marquer que l'on est de bonne volonté, et capable de discerner l'essentiel et l'accessoire. (*Vives exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

M. Guy Geoffroy. Honteux !

M. Vincent Peillon, *ministre*. Vos actes ne plaident pas pour vous. (*Mêmes mouvements.*) Vous avez une chance de rattraper dix ans de destruction. Nous souhaitons vous entraîner dans cette loi de refondation parce qu'elle est à la fois l'intérêt de la jeunesse de France et du pays ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et GDR. - Protestations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

M. Claude Goasguen. Charlot !

Données clés

Auteur : [Mme Colette Langlade](#)

Circonscription : Dordogne (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 619

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 mars 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 mars 2013](#)